



SA ESKER

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 8.966.852 Euros
Siège social : 10, Rue des Emeraudes
Immeubles "GEO CHAVEZ" à LYON (69006)
331 518 498 RCS LYON

Comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2009

TABLE DES MATIERES

BILAN CONSOLIDÉ	2
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ *	3
ETAT CONSOLIDÉ DU RESULTAT GLOBAL	3
TABLEAU DE VARIATION DE CAPITAUX PROPRES	4
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	5
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS	6
1. Règles, méthodes comptables et périmètre de consolidation	6
2. Périmètre de consolidation	13
3. Notes relatives au bilan, compte de résultat et tableau de flux de trésorerie	14
NOTE 1 : Informations sectorielles	14
NOTE 2 : Immobilisations incorporelles	14
NOTE 3 : Ecarts d'acquisition	15
NOTE 4 : Immobilisations corporelles	16
NOTE 5 : Contrat de location financement	16
NOTE 6 : Autres actifs non courants	17
NOTE 7 : Autres actifs courants	17
NOTE 8 : Capitaux propres	18
NOTE 9 : Actions propres	18
NOTE 10 : Plans de stocks options et bons de souscription d'actions	19
NOTE 11 : Provisions	20
NOTE 12 : Avantage au personnel	20
NOTE 13 : Dettes financières	21
NOTE 14 : Autres passifs courants	22
NOTE 15 : Instruments financiers	22
NOTE 16 : Gestion des risques liés aux instruments financiers	24
NOTE 17 : Chiffre d'affaires	26
NOTE 18 : Dépenses de recherche et développement	26
NOTE 19 : Frais de personnel	26
NOTE 20 : Autres produits et charges opérationnels	27
NOTE 21 : Impôts sur les bénéfices	27
NOTE 22 : Résultat par action	28
NOTE 23 : Transactions avec les parties liées	29
NOTE 24 : Engagements hors bilan et passifs éventuels	30
NOTE 25 : Honoraires des commissaires aux comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe	31
NOTE 26 : Evénements post-clôture	31

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2009	31/12/2008
Ecart d'acquisition	3	358	358
Immobilisations incorporelles	2	3 230	2 897
Immobilisations corporelles	4 / 5	2 141	2 728
Titres mis en équivalence		0	0
Autres actifs financiers non courants	15	239	188
Impôts différés actifs	21	1 597	1 244
Autres actifs non courants	6	92	143
Total des Actifs non courants		7 657	7 558
Stocks		130	130
Créances clients	15	6 789	6 902
Autres actifs courants	7	688	634
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	7 390	5 726
Total des Actifs courants		14 997	13 392
TOTAL ACTIF		22 654	20 950
PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2009	31/12/2008
Capital social		8 967	8 813
Primes d'émission		17 225	17 190
Réserves consolidées		-16 922	-18 150
Total des Capitaux Propres	8	9 270	7 853
	<i>Dont Part du groupe</i>	<i>9 270</i>	<i>7 853</i>
	<i>Dont Intérêts minoritaires</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Provisions non courantes	11	0	0
Dettes financières non courantes	13	1 268	1 565
Autres passifs non courants	12	177	163
Total des Passifs non courants		1 445	1 728
Dettes financières courantes	13	513	463
Dettes fournisseurs	15	1 879	1 989
Dettes sociales et fiscales		3 331	3 114
Autres passifs courants	14	6 216	5 803
Total des Passifs courants		11 939	11 369
TOTAL PASSIF		22 654	20 950

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ *

(en milliers d'euros)	Note	31/12/09	% CA	31/12/08	% CA
Chiffre d'affaires	17	27 481	100,0%	26 593	100,0%
Production immobilisée		1 134	4,1%	1 181	4,4%
Achats consommés		-1 142	-4,2%	-1 035	-3,9%
Variations de stocks		0	0,0%	4	0,0%
Charges externes		-7 952	-28,9%	-8 290	-31,2%
Charges de personnel	19	-16 889	-61,5%	-17 683	-66,5%
Impôts et taxes		-511	-1,9%	-585	-2,2%
Dotations nettes aux amortissements		-1 644	-6,0%	-1 407	-5,3%
Dotations nettes aux provisions		-5	0,0%	-131	-0,5%
Autres produits et charges d'exploitation		244	0,9%	256	1,0%
Résultat Opérationnel courant		716	2,6%	-1 097	-4,1%
Autres produits et charges opérationnels	20	142	0,5%	64	0,2%
RESULTAT OPERATIONNEL		858	3,1%	-1 033	-3,9%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		37	0,1%	162	0,6%
Coût de l'endettement financier brut		-57	-0,2%	-99	-0,4%
Coût de l'endettement financier net		-20	-0,1%	63	0,2%
Impôt	21	319	1,2%	-142	-0,5%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		0	0,0%	0	0,0%
RESULTAT NET		1 157	4,2%	-1 112	-4,2%
Résultat par action en euros	22	0,26		-0,24	
Résultat dilué par action en euros		0,25		-0,24	

* concernant la présentation du compte de résultat consolidé, se référer à la note de l'annexe sur les règles et méthodes comptables

ETAT CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	31/12/09	% CA	31/12/08	% CA
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 157	4,2%	-1 112	-4,2%
Autres éléments du résultat global				
- Pertes et profits de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangères	-255	-0,9%	86	0,3%
RESULTAT GLOBAL TOTAL	902	3,3%	-1 026	-3,9%

TABLEAU DE VARIATION DE CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital et prime d'émission	Ecart de conversion	Résultat et Réserves	Capitaux Propres Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres consolidés
Situation au 31 décembre 2007	25 957	-369	-17 129	8 459	0	8 459
Augmentation de capital				0		0
Options de souscription d'actions	47			47		47
Variation des écarts de conversion		86		86		86
Actions Propres			-46	-46		-46
Autres mouvements			419	419	0	419
Résultat net 2008			-1 112	-1 112		-1 112
Situation au 31 décembre 2008	26 004	-283	-17 868	7 853	0	7 853
Augmentation de capital				0		0
Options de souscription d'actions	189			189		189
Variation des écarts de conversion		-255		-255		-255
Actions Propres			64	64		64
Autres mouvements			262	262	0	262
Résultat net 2009			1 157	1 157		1 157
Situation au 31 décembre 2009	26 193	-538	-16 385	9 270	0	9 270

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2009	31/12/2008
Résultat net consolidé	1 157	-1 112
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence nette des dividendes reçus	0	0
Dotations nettes aux amortissements et provisions	1 622	1 445
Charges et produits calculés	267	383
Plus et moins values de cession	-13	-14
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier	3 032	702
Intérêts payés et reçus	54	70
Charge d'impôt de la période, y compris impôts différés	-319	142
Impôts versés	-26	-150
Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité	612	863
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	3 353	1 627
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-1 489	-1 935
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	110	20
Augmentation, diminution des immobilisations financières	-51	92
Investissement dans une entreprise associée		
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-1 430	-1 823
Augmentation de capital ou apports		
Frais d'augmentation de capital		
Sommes reçues lors de l'exercice d'options de souscription d'actions	101	47
(Augmentation) Diminution des actions propres		
Remboursement d'emprunt - contrats de location financement	-437	-416
Augmentation des dettes financières	109	300
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-227	-69
VARIATION DE TRESORERIE	1 696	-265
Incidences des variations de taux de change	-32	-77
Trésorerie à l'ouverture	5 726	6 068
Trésorerie à la clôture	7 390	5 726

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Les comptes consolidés du groupe Esker au 31 décembre 2009 ont été arrêtés par le Directoire le 11 mars 2010 et présentés pour approbation au Conseil de Surveillance du 11 mars 2010.

1. Règles, méthodes comptables et périmètre de consolidation

n Principes et méthodes comptables

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les comptes consolidés du groupe Esker publiés au titre de l'exercice 2009 et les comptes comparatifs au titre de l'exercice 2008 ont été établis en appliquant le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne. Les normes et interprétations retenues sont celles publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) avant le 31 décembre 2009 et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne, (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias) et comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (IAS) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).

Le Groupe a appliqué pour la première fois les normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2009 à savoir :

- La norme IAS 1 révisée – Présentation des états financiers a eu pour seul impact une modification de la présentation des états financiers. Le Groupe a choisi l'option de présenter le compte de résultat global en deux états financiers distincts.
- L'application de la norme IFRS 8 relative aux secteurs opérationnels a conduit à modifier la répartition sectorielle en un seul segment. En effet, conformément à la norme, chaque élément sectoriel présenté doit être l'indicateur utilisé par le principal décideur opérationnel aux fins de prise de décision concernant l'affectation des ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le principal décideur du groupe est le Président du directoire. Le reporting interne utilisé par le Président du directoire, qui satisfait aux critères de découpage de l'entité par secteurs opérationnels, représente le groupe dans son ensemble. L'activité du groupe n'est pas organisée sur la base de différences entre produits et services, ou de différences entre zones géographiques. Les produits et services développés par le groupe sont commercialisés de manière identique dans toutes les filiales. Ainsi, de notre point de vue, aucun de ces niveaux de suivi, par produit ou par zone géographique, ne correspond aux critères de segment opérationnel selon IFRS 8. C'est pourquoi nous considérons le groupe Esker comme un segment unique.

- La norme IAS 23 révisée relative au « coûts d'emprunts » n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés.
- L'amendement de la norme IAS 38 relatif au traitement comptable des frais de publicité n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés.

Les autres normes et interprétations d'application obligatoire pour les périodes ouvertes à compter du 1er janvier 2009 sont sans effet sur les états financiers consolidés et/ou leur présentation.

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne avant la date de clôture, et qui rentrent en vigueur postérieurement à cette date. Le Groupe n'anticipe pas, compte tenu de l'analyse en cours, d'impact significatif sur ses états financiers et/ou leur présentation.

Le Groupe n'a pas utilisé de principes comptables d'application obligatoire ou facultative en 2009 et non encore adoptés au niveau européen. Il ne s'attend pas à ce que les normes et interprétations, publiées par l'IASB, mais non encore approuvées au niveau européen, aient une incidence significative sur ses états financiers.

La norme IFRS 3 révisée relative aux regroupements d'entreprises d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009 pourra avoir des incidences importantes sur les comptes consolidés pour le traitement comptable des futures opérations de croissance externe du groupe.

Présentation du compte de résultat

A compter de l'exercice 2009, Esker a décidé de présenter son compte de résultat consolidé par nature et non plus par destination. Cette décision a été prise afin d'améliorer la qualité de l'information ainsi présentée. Le compte de résultat au 31 décembre 2008 a été retraité afin de présenter une forme comparable avec le compte

de résultat au 31 décembre 2009. Ce retraitement est sans impact sur les niveaux de résultat affichés pour ces exercices.

Transition aux IFRS

Les comptes consolidés du groupe Esker ont été établis selon le référentiel IFRS pour la première fois au titre de l'exercice 2005, avec une date de transition au 1er janvier 2004. En conséquence, les règles spécifiques de première application définies par la norme IFRS 1 ont été appliquées.

Les normes IFRS en vigueur au 31 décembre 2005 ont été appliquées de manière rétrospective, dans le respect des exceptions obligatoires et en appliquant les exemptions facultatives suivantes :

- § les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004 n'ont pas été retraités (norme IFRS 3),
- § le montant cumulé des écarts actuariels à la date de transition a été imputé sur les capitaux propres (norme IAS 19),
- § l'annulation des écarts de conversion cumulés au 1er janvier 2004 résultant de la conversion des comptes des entreprises étrangères (norme IAS 21),
- § non comptabilisation selon la norme IFRS 2 des instruments de capitaux propres octroyés avant le 7 novembre 2002 et des instruments dont les droits étaient intégralement acquis au 1er janvier 2005.

n Périmètre et critères de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir direct ou indirect de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les titres de participation des sociétés non contrôlées par le groupe Esker, mais sur lesquelles le groupe exerce une influence notable, sont évalués en appliquant la méthode de la mise en équivalence.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement.

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est présentée en section 2 de la présente annexe.

n Conversion des états financiers et des transactions en devises

Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers des sociétés étrangères sont établis dans leur devise de fonctionnement qui est la monnaie locale en vigueur.

La méthode du taux de clôture est appliquée pour convertir les comptes des filiales étrangères :

- § les actifs et les passifs dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture de la période,
- § les éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période,
- § l'écart de conversion en résultant est directement comptabilisé en écart de conversion dans les capitaux propres.

Conversion des transactions en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ».

Les transactions réalisées dans une devise autre que la monnaie fonctionnelle sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction ou au cours de la couverture de change mise en place, le cas échéant. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux en vigueur à la date de clôture ou au cours de la couverture qui leur est éventuellement affectée. Les profits et pertes résultant de ces conversions sont enregistrés dans le compte de résultat de la période en « autres produits et charges opérationnels ».

Les actifs et passifs non monétaires exprimés en devises sont généralement convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction, à l'exception de ceux qui sont évalués à la juste valeur et ceux auxquels une couverture est éventuellement affectée.

Les écarts de change résultant de la conversion des investissements nets dans les filiales étrangères sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

n Recours à des estimations

L'établissement des états financiers conformément au cadre conceptuel des normes IFRS nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations ayant une incidence sur les états financiers.

Les principales estimations faites par le groupe portent notamment sur les hypothèses retenues pour

- § l'évaluation et la dépréciation des actifs corporels et incorporels (notes 2 et 3)
- § le calcul des impôts différés (note 21)
- § l'évaluation des engagements de retraite (note 12)
- § l'évaluation des provisions (note 11)
- § la valorisation des paiements en actions (note 10).

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la Direction dispose à la date d'arrêté des comptes. Elles incluent par exemple l'appréciation, à cette même date, de l'état des marchés sur lesquels la société intervient. Compte tenu de la grande incertitude qui règne actuellement sur l'état de l'économie dans les différents pays où intervient le groupe, ces estimations peuvent devoir être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent ainsi différer de ces hypothèses et estimations.

n Immobilisations incorporelles

Frais de développement

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont immobilisés dès lors que l'entreprise peut démontrer que les critères suivants sont atteints :

- § l'entreprise a l'intention, la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- § il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise,
- § le coût de l'actif incorporel créé à ce titre peut être évalué de façon fiable.

Les coûts de développement engagés par le groupe Esker concernent essentiellement des développements applicatifs et font l'objet d'un suivi individualisé. Ils sont principalement constitués des coûts salariaux.

Au titre de l'activité de développement du groupe, deux catégories d'activité doivent être distinguées :

- § **les activités de développements visant à créer de nouveaux produits ou à apporter de nouvelles fonctionnalités aux produits existants**, pour lesquels les critères de capitalisation définis par la norme IAS 38 sont appréciés par les équipes de marketing et de R&D au moment du lancement de ces projets
- § **les activités de développements visant à maintenir les produits existants** (adaptation aux nouveaux systèmes d'exploitation, maintenance corrective...), qui ne remplissent pas les conditions requises par la norme et ne sont donc pas immobilisés.

Les frais de développement immobilisés sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité, comprise entre 1 et 5 ans. Les frais correspondant à des projets non encore finalisés à la date de clôture sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et donnent lieu à des tests de dépréciation (voir note sur la dépréciation des éléments de l'actif immobilisé ci-après).

Autres immobilisations incorporelles

Les logiciels acquis sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité qui varie entre 3 et 5 ans.

Goodwill (écart d'acquisition)

Tous les éléments identifiables d'actif acquis et d'éléments de passif acquis ou éventuels sont comptabilisés à leur juste valeur à la date du transfert de contrôle au profit du groupe (date d'acquisition), indépendamment de la prise en compte de tout intérêt minoritaire.

Le coût d'un regroupement d'entreprises est égal au prix d'acquisition, augmenté des coûts directement attribuables à l'acquisition. Tout excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net acquis, du passif et des passifs éventuels comptabilisés, est inscrit à l'actif en écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an (voir note sur la dépréciation des éléments de l'actif immobilisé ci-après).

n Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût historique d'acquisition. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la Direction.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle (toutefois considérée comme nulle dans la plupart des cas). Le mode linéaire est en général retenu sur les durées d'utilité estimées suivantes

§	Installations générales :	de 5 à 8 ans
§	Matériel de transport :	de 3 à 5 ans
§	Matériel de bureau et informatique :	de 2,5 à 8 ans
§	Mobilier :	5 ans

Contrats de location financement

Conformément à la norme IAS 17 « Location financement », les contrats de location transférant à Esker les risques et avantages inhérents à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés en immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière à leur juste valeur ou, si elle est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location.

Les immobilisations correspondantes sont amorties selon les modalités décrites ci-dessus.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

n Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, qui sont appréciés à chaque clôture. Ce test de perte de valeur est réalisé au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie (écarts d'acquisition) et les immobilisations incorporelles en cours (projets de développement).

Les actifs immobilisés incorporels et corporels font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période, leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

Pour les besoins de ce test, les valeurs d'actifs sont regroupées par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). L'UGT correspond aux centres de profits autour desquels le groupe organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne. Ces centres de profits correspondent généralement aux entités juridiques.

Lorsque la valeur recouvrable d'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en compte de résultat en « autres produits et charges opérationnels ».

n **Stocks et en cours**

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré ou de leur valeur nette de réalisation.

n **Autres actifs financiers non courants**

Les autres actifs financiers non courants sont évalués au coût amorti.

n **Actions propres**

Les actions de la société mère qui sont détenues par elle-même ou par l'une de ses filiales intégrées sont comptabilisées en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition, net des frais d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et n'impactent pas le résultat de l'exercice.

n **Trésorerie et équivalents trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de soldes bancaires, fonds de caisses et de valeurs mobilières de placement.

Ces placement ont une échéance court terme, ils sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les pertes et profits en résultant sont comptabilisés au compte de résultat.

Les variations de trésorerie sont analysées dans le tableau de flux de Trésorerie présenté selon la méthode indirecte.

n **Provisions**

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont constituées lorsque les organes de Direction du groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un évènement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue, dont le coût est évaluable de manière fiable.

Des provisions pour litiges peuvent notamment être constituées dans le cadre des litiges connus dans lesquels le groupe est impliqué. A la date d'arrêté des comptes, un examen de ces litiges est réalisé par la Direction et par des conseils extérieurs le cas échéant afin d'évaluer le montant nécessaire de provision à constituer pour couvrir les risques estimés.

Les provisions sont présentées en passif courant et passif non courant selon de l'échéance estimée du terme du risque. Les provisions dont l'échéance est estimée à plus d'un an font l'objet d'une actualisation en cas d'impact significatif.

n **Avantages au personnel**

Plans de retraite

Dans la plupart des filiales, le groupe a une obligation de financement des retraites du personnel par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes gérant les programmes de retraite. Ces cotisations sont comptabilisées en charges dès lors qu'elles sont encourues. Aucun autre engagement n'est lié à ces contributions.

Par ailleurs, en application de la loi française, le groupe a l'obligation de verser aux salariés partant en retraite une indemnité de fin de carrière. Les engagements correspondants sont calculés annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière. Ce calcul est réalisé en dans le respect de la convention collective applicable (SYNTEC) et repose notamment sur les éléments suivants :

- § âge estimé de départ en retraite,
- § ancienneté du personnel à la date de départ en retraite,
- § probabilité de présence des salariés dans l'entreprise à l'âge de départ en retraite,
- § taux d'augmentation des salaires,

§ taux d'actualisation.

Cet engagement est comptabilisé en charge opérationnelle courante et en passif non courant au bilan.

Aucun autre engagement de retraite n'est comptabilisé dans les autres filiales du groupe compte tenu de leur caractère non significatif ou de l'absence d'obligation légale en la matière.

Autres avantages à long terme

En application de la législation locale, la filiale italienne a l'obligation de verser une allocation aux salariés lors de leur départ, quel qu'en soit le motif (démission, retraite...). Cette allocation est calculée sur la base du salaire annuel et de l'ancienneté des salariés, et fait l'objet d'une réévaluation annuelle indexée sur un taux d'inflation communiqué par le gouvernement italien.

Cet engagement est comptabilisé en charge opérationnelle courante et en passif non courant au bilan.

n Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 « paiement fondé sur des actions », les options de souscription et d'achat d'actions attribuées aux salariés du groupe sont évaluées à la juste valeur de l'avantage accordé à la date d'octroi.

La juste valeur est calculée par application du modèle mathématique Black & Scholes. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'attribution sont sans effet sur cette évaluation. La charge ainsi calculée est comptabilisée en résultat opérationnel courant en contrepartie des réserves, linéairement sur la période d'acquisition des droits.

Conformément aux exceptions facultatives prévues par IFRS 1, et comme évoqué dans la note portant sur « le référentiel comptable », le groupe Esker n'a pas opté pour l'application rétrospective de la norme IFRS 2. Ainsi, seuls les plans émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits permettant l'exercice d'options restant à acquérir au 1er janvier 2005, ont été valorisés et comptabilisés en charges de personnel.

n Impôts sur les résultats et impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur les résultats », les différences temporelles entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés donnent lieu à la comptabilisation d'impôts différés selon la méthode du report variable.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur réalisation future paraît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée. Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires (y compris les montants reportables de manière illimitée) ne sont reconnus que lorsque leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont compensés au sein d'une même entité fiscale. Les impôts différés calculés sur des éléments imputés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

La loi de finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par la Contribution Economique Territoriale (C.E.T) qui comprend deux nouvelles contributions :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle Taxe Professionnelle ;
- La cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

Le groupe comptabilise la taxe professionnelle en charges opérationnelles.

Le groupe a conclu à ce stade que le changement fiscal mentionné ci-dessus consistait essentiellement en une modification des modalités de calcul de l'impôt local français, sans en changer globalement la nature. Le groupe considère donc qu'il n'y a pas lieu d'appliquer à la C.V.A.E comme à la C.F.E un traitement comptable différent de celui de la taxe professionnelle. Ces deux nouvelles contributions seront classées en charges opérationnelles et ne sont donc pas dans le champ d'application de la norme IAS 12-impôt sur le résultat. Si une position de place devait explicitement se former en 2010 en faveur d'un traitement différent, le groupe pourrait être amené à revoir cette position.

n Produits des activités ordinaires

Conformément à la norme IAS 18 « Produit des activités ordinaires », le chiffre d'affaires est comptabilisé de manière générale lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entreprise et lorsque le montant des produits peut être estimé de manière fiable, et plus spécifiquement à la date de transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété du bien.

Dans le cadre de son activité, le chiffre d'affaires du groupe est principalement constitué de ventes de licences, de contrats de prestation de maintenance et de prestations de services associées (formation et assistance à la mise en œuvre), de ventes de services accessibles à la demande via internet (externalisation des envois de fax et courriers) et de fourniture de matériel (cartes fax).

- § Les ventes de licences et de matériel sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de livraison
- § Les produits relatifs aux contrats de maintenance sont comptabilisés en chiffre d'affaires de manière linéaire sur la durée totale du contrat. Dans le cas de contrats portant sur l'exercice en cours et les exercices suivants, des produits constatés d'avance sont comptabilisés à la clôture de l'exercice pour la partie des contrats correspondant aux exercices futurs.
- § Les prestations de service liées aux ventes de logiciels sont comptabilisées en chiffre d'affaires au fur et à mesure de leur réalisation
- § Les autres prestations de services sont constatées en chiffre d'affaires à leur date de réalisation.

2. Périmètre de consolidation

Les variations de périmètre constatées sur la période s'analysent de la manière suivante :

§ la société Esker a créé en date du 30 décembre 2009 la société Esker Document Automation (M) SDN. BHD., qu'elle détient à 100 % pour une valeur de 100 Ringgits Malaisiens. L'intégration de cette société n'a pas d'impact dans les comptes au 31/12/2009 compte tenue de l'absence d'activité effective sur la période.

Sociétés	Sièges	2009		2008		Méthode de consolidation ⁽¹⁾
		Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt	
ESKER	Lyon (France)	Société consolidante				
ESKER GmbH	Essen (Allemagne)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Ltd	Derbyshire (Royaume-Uni)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Srl	Milan (Italie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Iberica Sl	Madrid (Espagne)	99,8%	99,8%	99,8%	99,8%	I. G.
ESKER Inc	Madison (Etats-Unis)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Australia Pty Ltd	Sydney (Australie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Documents Automation Asia Pte Ltd	Singapour	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Documents Automation (M) Sdn Bhd	Kuala Lumpur (Malaisie)	100,0%	100,0%			I. G.

(1) : I.G. : Intégration Globale

3. Notes relatives au bilan, compte de résultat et tableau de flux de trésorerie

NOTE 1 : Informations sectorielles

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8, l'information sectorielle est présentée selon un seul secteur.

Informations relatives aux produits et services

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2009	31/12/2008
Vente de logiciels	5 279	6 949
Vente de cartes fax	864	1 076
Contrats de maintenance et mise à jour	8 480	7 947
Prestations de services	3 754	4 489
Trafic	9 104	6 132
CHIFFRE D'AFFAIRES	27 481	26 593

Informations relatives aux zones géographiques

Au 31 décembre 2009 <i>En milliers d'euros</i>	France	Allemagne	Royaume uni	Europe du Sud	Australie, Asie	Etats-Unis	Total Groupe
Chiffre d'affaires externe	8 957	1 030	2 167	1 842	2 016	11 469	27 481
Immobilisations corporelles et incorporelles	5 005	9	147	60	71	437	5 729

Au 31 décembre 2008 <i>En milliers d'euros</i>	France	Allemagne	Royaume uni	Europe du Sud	Australie, Asie	Etats-Unis	Total Groupe
Chiffre d'affaires externe	7 506	1 199	2 346	2 332	1 781	11 429	26 593
Immobilisations corporelles et incorporelles	5 156	13	57	87	66	604	5 983

Informations relatives aux principaux clients

Sur l'exercice 2009, le chiffre d'affaires réalisé avec le principal client correspond à 2,1 % du chiffre d'affaires total du groupe.

Sur l'exercice 2008, le chiffre d'affaires réalisé avec le principal client correspond à 1,8 % du chiffre d'affaires total du groupe.

NOTE 2 : Immobilisations incorporelles

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2009			31/12/2008
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Nette
Logiciels et autres	817	726	91	120
Frais de développement	4 450	2 044	2 406	2 264
Immobilisations incorporelles en-cours	734		734	512
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 001	2 770	3 230	2 897

Les frais de développement capitalisés à l'actif sont constitués des éléments suivants :

- § coûts engagés dans le cadre du développement des logiciels de dématérialisation,
- § coûts liés au développement de l'activité « On Demand » et notamment du service FlyDoc, plate-forme d'externalisation de l'envoi de courriers et de télécopies.

Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009

Au 31/12/2009 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Trans- fert	Effet Change	Clôture
Logiciels et autres	853	33	-62		-7	817
Frais de développement	3 537	400		512		4 450
Immobilisations incorporelles en-cours	512	734		-512		734
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS BRUTES	4 903	1 166	-62	0	-7	6 001
Logiciels et autres	733	52	-54		-5	726
Frais de développement	1 273	771				2 044
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS	2 006	823	-54	0	-5	2 770
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS NETTES	2 897	343	-8	0	-2	3 230

Les variations constatées concernent principalement les frais de développement qui ont été immobilisés sur la période, et portent notamment sur :

- § le développement de nouvelles fonctionnalités de la version 2010 du service FlyDoc activé chaque semestre au fur et à mesure de leur mise en service,
- § le développement de la version 3.5 du service Esker on Demand, dont le lancement a été effectué en Mars 2010 (immobilisations en cours),
- § les développements engagés au titre de la prochaine version du logiciel DeliveryWare et des nouvelles fonctionnalités du service FlyDoc (immobilisations en cours).

Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008

Au 31/12/2008 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Trans- fert	Effet Change	Clôture
Logiciels et autres	907	24	-91		13	853
Frais de développement	2 302	148		1 087		3 537
Immobilisations incorporelles en-cours	566	1 033		-1 087		512
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS BRUTES	3 776	1 205	-91	0	13	4 903
Logiciels et autres	752	62	-91		10	733
Frais de développement	726	547				1 273
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS	1 478	609	-91	0	10	2 006
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS NETTES	2 298	596	0	0	3	2 897

NOTE 3 : Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition d'une valeur nette de 358 K€ au 31 décembre 2009 concerne la société Esker Inc. S'agissant d'un actif immobilisé à durée de vie infinie, il a fait l'objet d'un test de dépréciation conformément à la méthode décrite dans la note « Dépréciation des éléments d'actifs immobilisés » des principes comptables.

Les calculs ont été réalisés en utilisant un taux d'actualisation de 12,8 % et un taux de croissance à l'infini de 3%.

Ce test n'a pas donné lieu à la constatation d'une dépréciation au 31/12/2009. Les tests réalisés au cours des exercices précédents avaient abouti à la même conclusion.

NOTE 4 : Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2009			31/12/2008
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Nette
Matériel de bureau informatique	1 928	1 486	442	708
Installations et agencements	631	293	338	381
Matériel et outillage	2 146	922	1 224	1 456
Matériel de transport	46	40	6	14
Mobilier	352	221	131	169
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 104	2 963	2 141	2 728

Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009

Au 31/12/2009 <i>En milliers d'Euros</i>	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Trans- fert	Effet Change	Clôture
Matériel de bureau informatique	2 055	162	-266		-23	1 928
Installations et agencements	610	49	-28		1	631
Matériel et outillage	2 033	102			12	2 146
Matériel de transport	68	3	-25			46
Mobilier	361	7	-6		-9	352
IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS BRUTES	5 125	323	-325		-20	5 104
Matériel de bureau informatique	1 347	342	-179		-24	1 486
Installations et agencements	228	89	-25		1	293
Matériel et outillage	577	340			6	922
Matériel de transport	54	8	-21			40
Mobilier	192	43	-6		-7	221
IMMOBILISATIONS CORPORELLES AMORTISSEMENTS	2 397	821	-232		-24	2 963
IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS NETTES	2 728	(498)	-93		4	2 141

Il n'y a pas eu d'investissement significatif sur 2009.

Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008

Au 31/12/2008 <i>En milliers d'Euros</i>	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Trans- fert	Effet Change	Clôture
Matériel de bureau informatique	1 781	475	-215		14	2 055
Installations et agencements	443	193	-29		3	610
Matériel et outillage	1 293	735			5	2 033
Matériel de transport	192	6	-130			68
Mobilier	333	33	-18		13	361
IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS BRUTES	4 040	1 442	-392		35	5 125
Matériel de bureau informatique	1 199	349	-215		14	1 347
Installations et agencements	165	90	-26		-1	228
Matériel et outillage	265	314			-2	577
Matériel de transport	172	11	-129			54
Mobilier	156	46	-17		7	192
IMMOBILISATIONS CORPORELLES AMORTISSEMENTS	1 956	810	-387		18	2 397
IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS NETTES	2 084	632	-5		17	2 728

NOTE 5 : Contrat de location financement

Les contrats de location financement comptabilisés en matériel et outillage concernent des machines d'impression et de mise sous plis utilisées dans le cadre de l'activité de service à la demande d'externalisation du courrier.

En 2009, le groupe n'a pas investi dans du matériel supplémentaire.

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
01/01/2008	1 162	-212	950
Augmentation	726	-332	394
Diminution			
Ecart de conversion	-13	3	-10
31/12/2008	1 875	-541	1 334
Augmentation		-337	-337
Diminution			0
Ecart de conversion	17	-7	10
31/12/2009	1 892	-885	1 007

Les engagements relatifs aux contrats de location financement s'analysent de la manière suivante au titre des exercices clos au 31 décembre 2008 et 2009

<i>En milliers d'Euros</i>	31/12/2009				31/12/2008			
	A moins d'un an	De 2 à 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL	A moins d'un an	De 2 à 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL
Total des loyers futurs minimaux	422	598	0	1 020	442	1 020	0	1 462
Valeurs actualisées des paiements minimaux	393	507	0	900	393	882	0	1 275

NOTE 6 : Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants sont constitués des créances de crédit d'impôt recherche du groupe.

NOTE 7 : Autres actifs courants

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur Nette 31/12/09	Valeur Nette 31/12/08
Créance d'impôt	0	0
Autres créances fiscales	183	190
Autres créances	111	75
Charges constatées d'avance	394	369
TOTAL AUTRES ACTIFS COURANTS	688	634

NOTE 8 : Capitaux propres

	Valeur (en milliers d'euros)	Nombre d'actions
Capital social au 31/12/2007	8 787	4 393 887
Augmentation de capital	0	0
Levée de stock options et de bons de souscriptions d'actions	25	12 378
Capital social au 31/12/2008	8 812	4 406 265
Augmentation de capital	88	44 000
Levée de stock options et de bons de souscriptions d'actions	66	33 161
CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2009	8 966	4 483 426

La société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social. Le groupe n'a pas de politique de gestion spécifique en matière de capital. L'arbitrage entre financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des opérations envisagées. Les capitaux propres suivis par le groupe intègrent les mêmes composantes que les capitaux propres consolidés.

NOTE 9 : Actions propres

La part du capital social détenu en propre par le groupe a évolué de la manière suivante au cours de l'exercice 2009 :

	Exercice 2009	Exercice 2008
Nombre d'actions propres détenues à l'ouverture	37 326	14 765
Achats d'actions (contrat de liquidité)	120 312	238 031
Ventes d'actions (contrat de liquidité)	-135 973	-215 470
Levées d'option d'achats	0	0
Nombre d'actions propres détenues à la clôture	21 665	37 326

La plus-value de cession réalisée dans le cadre des acquisitions et cessions d'actions du contrat de liquidité s'élève à 62 K€ au titre de 2009 et a été directement imputée dans les capitaux propres sans impacter le résultat de l'exercice.

NOTE 10 : Plans de stocks options et bons de souscription d'actions

Les caractéristiques des plans d'options de souscription, d'achats d'actions et de bons de souscriptions d'actions non échus au 31/12/2009 et les variations de la période sont présentées ci-dessous

Type	Dates		Prix d'exercice en euros	Nombre d'options			Solde
	attribution	expiration		attribuées	exercées	échues ou perdues	
Plan de souscription	02/01/04	01/01/09	3,20	27 746	13 107	14 639	0
Plan de souscription	30/06/04	29/06/09	2,90	81 444	34 300	47 144	0
Plan de souscription	04/01/05	03/01/10	3,10	80 529	50 738	28 739	1 052
Plan de souscription	04/07/05	03/07/10	4,89	37 380	2 946	18 054	16 380
Plan de souscription	09/01/06	08/01/11	4,96	128 524	9 823	23 913	94 788
Plan de souscription	04/07/06	03/07/11	5,58	99 630	128	4 802	94 700
Plan de souscription	02/01/07	01/01/12	7,21	88 796		35 612	53 184
Plan de souscription	02/07/07	01/07/12	10,12	69 606		11 336	58 270
Plan de souscription	08/07/08	07/07/13	4,07	68 600			68 600
Plan de souscription	03/04/09	02/04/14	2,74	118 300		2 000	116 300
TOTAL PLANS DE SOUSCRIPTION				800 555	111 042	186 239	503 274
Bons de souscription d'actions	23/06/04	22/06/14	3,88	200 000	30 300		169 700
TOTAL BSA				200 000	30 300	0	169 700
Actions gratuites	03/11/08	02/11/10		10 000			10 000
Actions gratuites	03/04/09	02/04/12		51 000			51 000
TOTAL ACTIONS GRATUITES				61 000	0	0	61 000

	Options de souscription d'actions		Bons de souscription d'actions		Actions Gratuites attribuées, non émises	
	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €
Solde à exercer au 31/12/2008	447 017	5,79	169 700	3,88	54 000	2,15
Quantité attribuée	118 300	2,74			51 000	2,79
Quantité exercée	-33 673	3,06			-44 000	3,40
Quantité échue ou perdue pour cause de départ	-28 369	5,57			0	0,00
Solde à exercer au 31/12/2009	503 275	5,27	169 700	3,88	61 000	3,30

Paiement fondé sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 l'attribution d'options d'achats, de souscription d'actions et d'actions gratuites est assimilée à des paiements fondés sur des actions, dont le coût est estimé à 360 K€ au titre des droits d'exercice acquis au cours de l'exercice 2009, contre 416 K€ au titre de 2008.

Valorisation des options de souscription

La méthode de valorisation de la juste valeur des options appliquée est décrite dans les principes et méthodes comptables du présent document. Elle repose sur les principales données et hypothèses présentées ci-dessous.

Date d'attribution des options	Volatilité attendue	Taux d'intérêt sans risque	Durée de vie des options	Rendement des dividendes	Prix de souscription	Juste valeur de l'option
02/01/2004	25%	3,00%	5 ans	0,00%	3,20	0,87
30/06/2004	25%	3,00%	5 ans	0,00%	2,90	0,82
04/01/2005	25%	3,00%	5 ans	0,00%	3,10	0,89
04/07/2005	25%	3,00%	5 ans	0,00%	4,89	1,78
09/01/2006	25%	3,00%	5 ans	0,00%	4,96	1,66
04/07/2006	25%	3,00%	5 ans	0,00%	5,58	1,75
02/01/2007	25%	3,00%	5 ans	0,00%	7,21	2,17
02/07/2007	25%	3,00%	5 ans	0,00%	10,12	3,31
08/07/2008	25%	3,00%	5 ans	0,00%	4,07	1,03
03/04/2009	25%	2,50%	5 ans	0,00%	2,74	1,24

Valorisation des actions gratuites

La juste valeur des actions gratuites attribuées de 2007 à 2009 est définie sur la base des hypothèses suivantes :

Date d'attribution des actions gratuites	Cours de l'action à la date d'attribution	Période d'acquisition	Probabilité d'atteindre la condition de présence à l'issue de la période d'acquisition
02/07/2007	10,76	2 ans	86,96%
03/11/2008	2,79	2 ans	86,96%
03/04/2009	3,4	2 ans	86,96%

La charge maximale représentative de la juste valeur des actions attribuées tient compte de la probabilité d'atteindre la condition de présence à l'issue de la période d'acquisition, et est amortie sur une durée de 2 ans. Au titre de 2009, la charge calculée s'élève à 172 K€ Elle sera éventuellement ultérieurement ajustée en fonction du taux de départ effectif des salariés concernés au cours de cette période.

NOTE 11 : Provisions

En milliers d'euros	1/01/09	Augmentation, dotation de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés, repris au cours de l'exercice	Autres variations	31/12/09
Provision pour risques	0					0
<i>Dont part à moins d'un an</i>						
<i>Dont part à plus d'un an</i>	0					0

NOTE 12 : Avantage au personnel

Les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite des salariés de la société Esker France ont été évalués conformément à la méthode décrite dans les principes et méthodes comptables. Le passif correspondant s'élève à 54 K€ au 31/12/2009 et a été calculé sur la base des hypothèses suivantes :

Hypothèses d'évaluation des engagements de retraite en France

• Taux d'actualisation	5,00%
• Taux de croissance des salaires	2,50%
• Age de départ en retraite	65 ans
• Taux de turnover des salariés	9,58%

Par ailleurs, l'allocation due aux salariés de la filiale Esker Italie s'élève à 113 K€ au 31/12/2009 et s'analyse de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	Augmentation de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Autres variations	31/12/09
Allocation de départ Esker Italie	124	27	38		113

NOTE 13 : Dettes financières

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/09	31/12/08
OSEO anvar	803	690
Contrat de location financement	978	1 338
TOTAL DETTES FINANCIERES	1 781	2 028
<i>Dont part courante</i>	513	463
<i>Dont part non courante</i>	1 268	1 565

Dettes financières OSEO Anvar

Au cours de l'exercice 2006, OSEO Anvar a attribué à la société Esker France une aide à l'innovation d'un montant total de 580 K€ concernant son projet de développement d'une infrastructure de dématérialisation à la demande de l'acheminement du courrier. Les sommes de 230 K€ chacune ont été versées au cours du 2ème semestre 2006 et au cours du premier semestre 2007. Le solde de 120 K€ a été versé par OSEO Anvar en mars 2008.

Sauf échec technique ou commercial du programme, l'aide attribuée doit être remboursée selon un échéancier échelonné sur 4 ans à compter du 30/09/2009.

En 2009, un premier remboursement de 100 K€ a été effectué.

Au cours de l'exercice 2008, OSEO Anvar a attribué à la société Esker France deux aides à l'innovation d'un montant total de 995 K€.

La première aide d'un montant de 450 K€ concerne son projet de développement d'une usine courrier dématérialisée entièrement paramétrable. Une somme de 180 K€ a déjà été versée par OSEO Anvar à ce titre et le solde sera versé au plus tard le 28/02/2011.

La deuxième aide d'un montant de 545 K€ concerne son projet de développement de ses solutions de dématérialisation en mode SaaS (Software as a Service). Une somme de 218 K€ a déjà été versée début 2009 par OSEA Anvar et le solde sera versé au plus tard le 28/02/2011.

Sauf échec technique ou commercial du programme, les deux aides attribuées doivent être remboursées selon un échéancier échelonné sur 4 ans à compter du 31/03/2012.

Ces dettes qui ne portent pas intérêt et qui n'ont pas de date de remboursement prédéfinie, ont été actualisées sur la période en appliquant le taux d'actualisation OAT à 5 ans. La valeur actualisée au 31/12/2009 s'élève à 803 K€, la différence de 6 K€ a été comptabilisée en produit financier de la période.

Contrat de location financement

La dette financière comptabilisée est la contrepartie de l'immobilisation des contrats de location financement, tel que décrit dans la note 5 ci-dessus.

NOTE 14 : Autres passifs courants

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/09	31/12/08
Produits constatés d'avance	5 427	5 230
Dépôts et cautions clients	756	536
Autres dettes	33	37
TOTAL AUTRES PASSIFS COURANTS	6 216	5 803
<i>Dont produits constatés d'avance > 1 an</i>	<i>320</i>	<i>316</i>

Les produits constatés d'avance concernent principalement les contrats de maintenance dont le chiffre d'affaires est comptabilisé linéairement sur la durée du contrat.

NOTE 15 : Instruments financiers**Actifs financiers**

Les différentes catégories d'actifs financiers au 31/12/2009 sont présentées ci-dessous.

Au 31 décembre 2009 <i>En milliers d'euros</i>	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Total Bilan
Autres actifs financiers non courants		239		239
Clients et autres débiteurs		6 957		6 957
Trésorerie et Equivalents de trésorerie			7 390	7 390
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	0	7 196	7 390	14 586

Les autres actifs financiers non courants sont principalement constitués de dépôts et cautionnements versés par le groupe.

Au 31 décembre 2008 <i>En milliers d'euros</i>	Titres disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Total Bilan
Autres actifs financiers non courants		187		187
Clients et autres débiteurs		7 080		7 080
Trésorerie et Equivalents de trésorerie			5 726	5 726
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	0	7 267	5 726	12 993

Prêts et créances au coût amorti

En milliers d'euros	31/12/09			31/12/08		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Dépôts et cautionnements	175		175	154		154
Autres créances et titres immobilisés	64		64	33		33
Prêt au personnel			0	0		0
Créances clients	6 887	-99	6 788	7 040	-138	6 902
Avances et acomptes versés	34		34	0		0
Avoir à recevoir	28		28	23		23
Crédit d'impôt recherche	92		92	143		143
Autres débiteurs divers	15		15	12		12
TOTAL PRÊTS ET CREANCES	7 295	-99	7 196	7 405	-138	7 267

Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat

En milliers d'euros	31/12/09			31/12/08
	Courant	Non courant	Total	Total
Instruments financiers dérivés				
Instruments financiers à la juste valeur par résultat hors dérivés	1 966		1 966	2 153
Disponibilités	5 424		5 424	3 573
TOTAL	7 390		7 390	5 726

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat correspondent à la trésorerie et équivalents de trésorerie comptabilisés au bilan pour un montant total de 7 390 K€ au 31/12/2009. Les valeurs mobilières de placement détenues à des fins de transactions, destinées à être cédées dans un futur proche et classées au bilan dans la rubrique « Trésoreries et équivalents de trésorerie » s'élèvent à 1 966 K€ au 31/12/2009 et sont évaluées à leur valeur de marché, tel que décrit dans les méthodes et principes comptables.

Le résultat enregistré sur les actifs financiers détenus à des fins de transactions au 31/12/2009 s'établit à 31 K€ contre 282 K€ au 31/12/2008.

La politique de gestion des risques financiers est présentée dans la note 16 aux états financiers.

La juste valeur de l'ensemble des actifs financiers est égale à leur valeur bilancielle.

Passifs financiers

Les différentes catégories de passifs financiers au 31/12/2009 sont présentées ci-dessous.

En milliers d'euros	31/12/09			31/12/08
	Courant	Non courant	Total	Total
Dettes financières	513	1 268	1 781	2 028
Fournisseurs et autres créanciers	1 912		1 912	2 058
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	2 425	1 268	3 693	4 086

Dettes financières

Les dettes financières sont analysées en note 13.

Fournisseurs et autres créanciers

En milliers d'euros	31/12/09	31/12/08
Fournisseurs	1 879	1 989
Avances et acomptes reçus	17	41
Avoir à établir	1	8
Fournisseurs salariés	15	20
TOTAL FOURNISSEURS ET AUTRES CREANCIERS	1 912	2 058

La juste valeur des passifs financiers est égale à leur valeur bilancielle. L'actualisation de la dette OSEO Anvar est décrite dans la note 16 des états financiers.

NOTE 16 : Gestion des risques liés aux instruments financiers**Risque de crédit**

Esker commercialise ses produits auprès d'une clientèle appartenant à des secteurs d'activité variés et répartie dans de nombreux pays, ce qui permet de minimiser son exposition au risque de crédit. La société évalue régulièrement le risque client et procède à un suivi permanent de l'état des en-cours par rapport au crédit maximum autorisé.

L'antériorité des créances au 31/12/2009 et 31/12/2008 s'analyse de la manière suivante :

En milliers d'euros	Actifs échus à la date de clôture					Actif dépréciés	Actifs ni dépréciés ni échus	Total
	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	> 1 an	Total			
Créances au 31/12 2009	1 319	38	41	0	1 398	99	5 391	6 888
Créances au 31/12/2008	1 945	133	58	0	2 136	138	4 766	7 040

Risque de liquidité

A fin 2009, le groupe Esker n'a aucun endettement financier à l'exception de l'emprunt Oseo Anvar et de la dette financière liée au retraitement des contrats de location financement. Le groupe dispose par ailleurs d'une trésorerie significativement excédentaire, suffisante pour financer son activité.

Les flux contractuels non actualisés sur l'encours des passifs financiers par date de maturité se présentent de la manière suivante au 31/12/2009 et 31/12/2008 :

Au 31 décembre 2009 En milliers d'euros	2010	2011	2012	2013	2014	> 5 ans	Total	Total valeur bilan
OSEO Anvar	130	150	370	228	0	0	878	803
Emprunts sur location financement	386	359	230	3	0	0	978	978
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	516	509	600	231	0	0	1 856	1 769

Au 31 décembre 2008 En milliers d'euros	2009	2010	2011	2012	2013	> 5 ans	Total	Total valeur bilan
OSEO Anvar	100	130	150	280	100	0	760	690
Emprunts sur location financement	368	383	356	229	2	0	1 338	1338
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	468	513	506	509	102	0	2 098	2 028

Risque de change et analyse de la sensibilité

Les sociétés de groupe implantées à l'étranger facturent leurs propres clients dans leur devise locale. Ainsi, la part du chiffre d'affaires réalisée en euros par le groupe est de l'ordre de 30%. Le risque de change encouru par Esker porte donc principalement sur les opérations intragroupes (facturation de produits, services, royalties) réalisées en dollars, livres sterling et dollar australien. L'essentiel des transactions inter filiales sont réalisées avec la société mère, qui en conséquent supporte le risque de change.

La procédure de couverture de risque de change actuelle repose sur une analyse et un suivi :

- § de l'évolution des devises et de l'environnement économique à moyen terme,
- § de l'existence d'une date connue de recouvrement des créances et paiements des dettes,
- § de la volatilité des devises concernées.

L'estimation du risque de change en cas d'évolution défavorable de 1 centime de l'euro, devise d'établissement des comptes, contre l'USD, la GBP et l'AUD (à titre d'exemple, le risque de change relatif au dollars est estimé sur la base d'un taux de change passant de 1,40 euros pour un dollar à 1,41 euros) est le suivant :

Au 31/12/09 En devises	USD	GBP	AUD	SGD
Actifs	1 349 199	757 545	1 179 060	613 768
Passifs	-423 660	-100 590		-154 467
Position avant Gestion	925 539	656 955	1 179 060	459 301
Instruments de couverture	néant	néant	néant	néant
Position nette après gestion	925 539	656 955	1 179 060	459 301
Risque de change en euros en cas d'évolution défavorable de 1 centime de la devise en euros	-4 713	-8 202	-3 761	-1 116

Conformément à l'interprétation n° 2 de l'AMF sur les facteurs de risques, le risque de change est calculé sur la position nette globale en devises au bilan. Toutefois, l'activité réalisée aux Etats-Unis représente près de 43 % du total, et génère une contribution au résultat opérationnel courant du groupe avant prise en compte des coûts centraux supportés par la France de l'ordre de 3 668 K€.

Le principal risque de change auquel est exposé le groupe porte sur cette contribution, toute variation significative du dollar ayant pour conséquence une diminution de la contribution américaine à l'absorption des coûts centraux libellés en euros. Au titre de l'exercice 2009, une évolution défavorable de 10 centimes de la devise par rapport à l'euro aurait un impact défavorable de 254 K€ sur le résultat opérationnel du groupe. A taux constant par rapport à 2008, la marge contributive générée par les Etats-Unis aurait été inférieure de 190 K€.

Risque de taux d'intérêt

A fin 2009, le groupe Esker ne détient aucun instrument financier significatif portant intérêt. Par conséquent le risque de taux peut être considéré comme inexistant.

Risque sur actions

Les titres de placement détenus par le groupe sont uniquement constitués de produits financiers à capital garanti, et ne présentent donc aucun risque pour le groupe. Les montants en solde à la clôture sont indiqués dans la note 15 de ce document.

Le groupe détient également un portefeuille d'actions propres ayant pour principaux objectifs (note 9) :

- § d'animer le cours du titre de la société dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante
- § de consentir des options d'achat d'actions aux salariés du groupe.

Comme décrit dans les principes et méthodes comptables, les actions propres sont comptabilisées en déduction des capitaux propres et les gains et pertes constatés sur d'éventuelles transactions sont directement comptabilisés en réserve sans impacter le résultat consolidé du groupe.

NOTE 17 : Chiffre d'affaires

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2009	31/12/2008
Vente de logiciels	5 279	6 949
Vente de cartes fax	864	1 076
Contrats de maintenance et mise à jour	8 480	7 947
Prestations de services	3 754	4 489
Trafic	9 104	6 132
CHIFFRE D'AFFAIRES	27 481	26 593

NOTE 18 : Dépenses de recherche et développement

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2009	31/12/2008
Dépenses de R&D de la période	-3 336	-3 724
Frais de développement immobilisés	1 134	1 181
Amortissements des frais de développement immobilisés	-771	-547
DEPENSES DE R&D NON IMMOBILISEES	-2 973	-3 090

L'analyse des frais de développement immobilisés au cours de l'exercice 2009 est présentée dans la note 2.

NOTE 19 : Frais de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2009	31/12/2008
Rémunération du personnel	12 521	13 349
Charges sociales	4 008	4 023
Charges liées au paiement en actions	360	416
FRAIS DE PERSONNEL	16 889	17 788

Le détail de l'effectif par pays est présenté ci-après :

	France	Allemagne	Royaume Uni	Europe du sud	Australie, Asie	Etats-Unis	TOTAL
Effectif au 31/12/2009	123	5	13	13	16	75	245
Effectif au 31/12/2008	127	8	17	18	13	88	271
Effectif au 31/12/2007	120	9	17	15	8	88	257

NOTE 20 : Autres produits et charges opérationnels

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2009	31/12/2008
Litiges sociaux, juridiques et autres charges et produits	-26	-56
Résultat de change réalisé et latent	168	120
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	142	64

L'exercice 2009 enregistre un gain de change de 168 K€, constitué d'un gain de change réalisé de 81 K€ et d'un gain de change latent de 87 K€.

Le risque de change encouru par le groupe est principalement lié aux opérations intragroupes réalisées en dollars, livres sterling et dollars australiens (voir note 16 ci après concernant la gestion des risques liés aux instruments financiers). La situation latente est notamment dégradée compte tenu de l'évolution très défavorable du cours du dollar au cours de la période.

NOTE 21 : Impôts sur les bénéfices**Analyse de la charge d'impôts de la période**

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/09	31/12/08
(Charge) / Produit d'impôts exigibles	-76	-142
(Charge) / Produits nets d'impôts différés	395	0
(CHARGE) / PRODUIT D'IMPÔT TOTAL	319	-142

Impôts différés au bilan

Les variations d'impôts différés au bilan s'analysent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	IMPÔT DIFFERE ACTIF	IMPÔT DIFFERE PASSIF
SOLDE AU 31/12/2007	1 195	0
Impôt différés de la période constatés en résultat	0	0
Effet des variations de taux de change	49	0
SOLDE AU 31/12/2008	1 244	0
Impôt différés de la période constatés en résultat	395	0
Effet des variations de taux de change	-42	0
SOLDE AU 31/12/2009	1 597	0

Au 31/12/2009, le groupe dispose de déficits fiscaux reportables ayant donné lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif, pour les valeurs suivantes présentées selon leur date d'expiration :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2009	31/12/2008
2009		276
2010	171	171
2011	50	50
2012	307	307
> 2012	13 876	13 208
TOTAL	14 404	14 012
<i>Dont report illimité</i>	12 537	10 710

Preuve d'impôt

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/09	31/12/08
Résultat net	1 157	-1 112
- Quote-part des sociétés mises en équivalence	0	0
- Charge / Produit d'impôt comptabilisé (-/+)	-319	142
Résultat net avant impôt	838	-970
Taux d'impôt de droit commun de la société mère	33,33%	33,33%
Charge / Produit d'impôt théorique (-/+)	-279	323
Différences de bases		
• Utilisation des déficits reportables non activés	0	0
• Retraitements de consolidation non sources d'impôt différé	-165	109
• Différences fiscales permanentes	9	148
• Déficit des années antérieures activés	1 164	0
• Déficit de l'année non activés	-22	-658
Différences de taux (filiales étrangères)	-146	-50
Différences d'impôt		
• Impôts forfaitaires et crédit d'impôt recherche	-19	-14
CHARGE / PRODUIT D'IMPÔT COMPTABILISÉ (-/+)	319	-142

NOTE 22 : Résultat par action

Le résultat net par action et le résultat net dilué par action sont calculés en divisant la part du résultat net revenant au Groupe par le nombre d'actions approprié. Pour le calcul du résultat net par action, le nombre d'actions retenu est le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, ce dernier tenant compte de la neutralisation des actions d'autocontrôle.

Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat net dilué par action est le nombre moyen pondéré d'actions potentiellement en circulation au cours de la période. Il prend notamment en compte le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat net par action, complété du nombre de stock-options, de bons de souscriptions d'actions et d'actions gratuites dilutifs.

	31/12/2009		31/12/2008	
	Résultat Net (en euros)	Nombre moyen pondéré d'actions	Résultat Net (en euros)	Nombre moyen pondéré d'actions
Bases de calcul du résultat par action	1 157 000	4 483 426	-1 112 000	4 379 417
Stock options ayant un effet dilutif		24 151	N/A	N/A
Actions gratuites ayant un effet dilutif		47 967	N/A	N/A
Bons de souscriptions d'actions ayant un effet dilutif		N/A	N/A	N/A
Bases de calcul du résultat dilué par action	1 157 000	4 555 544	-1 112 000	4 379 417
Résultat par action	0,26		-0,25	
Résultat dilué par action	0,25		-0,25	

A noter qu'au 31 décembre 2008, les instruments financiers émis par la société n'ont pas d'effets dilutifs compte tenu de la perte constatée. Par conséquent, le résultat dilué par action est égal au résultat par action.

NOTE 23 : Transactions avec les parties liées

Relations commerciales entre les sociétés du Groupe Esker détenues majoritairement

Dans le cadre des relations commerciales entre les sociétés du groupe Esker, des facturations sont réalisées sur les éléments suivants :

- § ventes de produits par la société mère à ses filiales,
- § royalties,
- § refacturation de dépenses marketing,
- § refacturation de frais de personnel,
- § intérêts sur avances financières consenties.

L'ensemble de ces transactions sont réalisées à des conditions normales, et sont intégralement éliminées dans les comptes consolidés.

Autres transactions avec les parties liées

- § Les rémunérations et avantages de toutes natures dus aux mandataires sociaux, considérés comme des parties liées à la société, sont présentés ci-après.

AU 31/12/2009 En milliers d'euros	Rémunération versée (base brute)	Nature de la rémunération versée			
		Salaires fixes, honoraires	Salaires variables	Avantages en nature	Jetons de présence
Membres du Directoire	275	241	27	7	0
Membres du Conseil de Surveillance	75	60		0	15
TOTAL	350	301	27	7	15

NOTE 24 : Engagements hors bilan et passifs éventuels

Les engagements et passifs éventuels sur opérations courantes sont listés ci-dessous.

Obligations contractuelles <i>(en milliers d'euros)</i>	TOTAL	Paiements dus par période			Charge de la période
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Dettes à long terme	-				
Obligations en matière de location financement	Information mentionnée dans la Note 5 de l'annexe				
Contrats de location simple	5 266	1 486	3 668	112	1 596
Obligations d'achat irrévocables	-				
Autres obligations long terme	-				
TOTAL	5 266	1 486	3 668	112	1 596

La majorité des contrats de locations portent sur les locaux occupés par les sociétés du Groupe. La durée (de 3 à 10 ans), les clauses d'indexation et de renouvellement prévues par les contrats sont propres à chaque pays.

Les autres contrats de locations concernent des machines de mise sous plis et affranchissement en France ainsi qu'une flotte de véhicules.

Autres engagements donnés et reçus <i>(en milliers d'euros)</i>	TOTAL	Montants des engagements par période		
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Lignes de crédit(*)	0			
Lettres de crédit	-			
Garanties	-			
Obligations de rachat	-			
Nantissements, hypothèses et sûretés réelles	-			
Autres engagements donnés	-			
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES				
Autres engagements reçus				
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS				

(*) Lignes de crédit autorisées mais non utilisées : 200K€

NOTE 25 : Honoraires des commissaires aux comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe

	Deloitte & Associés				Orfis Baker Tilly				Autres			
	2009		2008		2009		2008 *		2009		2008	
	€H.T.	%	€H.T.	%	€H.T.	%	€H.T.	%	€H.T.	%	€H.T.	%
AUDIT												
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés												
- Emetteur	47 700	62%	63 100	86%	29 300	38%	10 350	14%	0	0%	0	0%
- Filiales intégrées globalement	0	0%	30 185	69%	30 444	67%	0	0%	15 158	33%	13 257	31%
Missions accessoires												
- Emetteur												
- Filiales intégrées globalement												
Sous-Total Audit	47 700	39%	93 285	80%	59 744	49%	10 350	9%	15 158	12%	13 257	11%
AUTRES PRESTATIONS												
Juridique, fiscal, social												
- Emetteur												
- Filiales intégrées globalement									2 882	100%	6 012	100%
Autres												
- Emetteur												
- Filiales intégrées globalement												
Sous-Total Autres prestations	0		0		0		0		2 882	100%	6 012	100%
TOTAL	47 700	76%	93 285	76%	59 744	48%	10 350	8%	18 040	14%	19 269	16%

* en 2008, l'ancien commissaire aux comptes était le Cabinet Fournand

NOTE 26 : Evénements post-clôture

Aucun événement particulier n'a été identifié.